

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Saccage-de-l-Argentine-par-le-FMI-multinationales-et-banques-occidentales>

Saccage de l'Argentine par le FMI, multinationales et banques occidentales.

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : mercredi 24 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La dictature militaire du général Videla (1976-1981) se distingua par une agressive politique d'endettement de l'Etat et des entreprises publiques.

L'endettement de l'Argentine était l'une des principales priorités des intérêts étrangers qui étaient derrière la dictature : tout de suite après le coup d'Etat militaire, le Fonds Monétaire International (FMI) accorda un énorme crédit à l'Argentine et déclara aux banques occidentales que ce pays était un endroit privilégié pour recycler l'excès des pétrodollars [1]. La dictature justifiait l'endettement irrationnel argumentant son besoin de devises fortes pour soutenir son augmentation absurde des importations, particulièrement d'armes (achetées aux mêmes pays et aux mêmes entreprises qui avaient promu le coup d'Etat militaire et l'endettement). Néanmoins, les fortunes envoyées par les capitalistes argentins aux pays occidentaux et paradis fiscaux pendant la dictature constituent une somme plus importante que le total des dettes contractées par l'Argentine pendant cette période.

Depuis le début de la dictature (mars de 1976), la dette externe argentine a augmenté de moins de 8 000 millions de US\$ à plus de 170 000 millions [2]. Pendant la même période, l'Argentine a remboursé autour de 200 000 millions de US\$, mais la dette a continué à grimper, à cause, surtout, de la forte augmentation des taux d'intérêts décidée par Reagan et Thatcher au début des années 80.

La dictature provoqua délibérément la faillite du secteur public, pour faciliter ensuite sa privatisation. La principale entreprise publique argentine, par exemple, la pétrolière YPF (Gisements Pétroliers Fiscaux, appartenant aujourd'hui à l'entreprise espagnole Repsol-YPF) fut obligée de s'endetter à l'extérieur, même si elle n'en avait pas réellement besoin. Au moment du coup d'Etat militaire, la dette externe de YPF était de 372 millions de US\$. Sept années plus tard, à la fin de la dictature, cette dette se montait à 6 000 millions de US\$. Presque tous les crédits étaient aux mains de la dictature, qui, pour augmenter encore ses revenus, réduisait de moitié les commissions pour la vente de combustibles destinées à YPF. La compagnie fut obligée de faire raffiner son pétrole par les multinationales privées Esso et Shell, bien que sa bonne situation financière au début de la dictature lui aurait permis de se donner une capacité de raffinage appropriée à ses propres besoins et de compléter de cette façon celle de ses trois raffineries déjà existantes. A la fin de la dictature, YPF était asphyxiée par les dettes, malgré le renvoi de 13 000 travailleurs sur un total de 47 000 travailleurs que comptait l'entreprise en 1976.

D'une manière générale, les prêts multimillionnaires contractés par l'Etat ou les entreprises publiques auprès des banquiers du Nord étaient immédiatement replacés comme dépôts dans ces mêmes banques ou dans d'autres banques concurrentes. En 1979, les 83% de ces réserves étaient en dehors du pays. La Banque Centrale argentine plaçait ses fonds dans les banques des Etats Unis, qui comptaient avec l'aval généreux de la Réserve Fédérale des Etats Unis. Dans tous les cas, l'intérêt reçu par les sommes déposées était inférieur à l'intérêt payé par la dette. La Banque Centrale argentine fut dirigée pendant la dictature de Videla par Domingo Cavallo, qui fut par la suite ministre de l'économie de Carlos Menem (du parti péroniste) et de De la Rúa (du parti radical). Le Secrétaire d'Etat pour la Coordination et la Programmation Économique de 1976 à 1981, Guillermo Klein, dirigeait en même temps un bureau privé qui représentait les intérêts de 22 banques étrangères [3].

A la fin de la dictature, l'Etat assumait toutes les dettes (réelles ou fictives) des capitalistes argentins et étrangers. La banque Centrale argentine déclarait qu'elle n'avait pas de registre de la dette externe publique, néanmoins le gouvernement d'Alfonsín a décidé d'assumer l'ensemble de la dette, privée et publique, sur la foi des affirmations des créiteurs étrangers et des contrats signés par les membres de la dictature. L'Etat argentin accepta aussi les dettes, (fabriquées à souhait avec des contrats fictifs), contractées par les succursales argentines des entreprises et des banques multinationales auprès de leurs sièges principaux ou avec des banques internationales. Seules les dettes que la dictature imposa aux entreprises publiques, n'ont pas été assumées tout de suite par l'Etat. Menem pouvait alors les privatiser en évoquant leur lourd endettement, ouvrant ainsi la voie aux transferts des dettes à l'Etat.

Après la dictature, les militaires tortionnaires obtinrent l'impunité, la plupart des responsables économiques de la dictature gardèrent leurs postes et beaucoup d'entre eux furent promus. Avec le retour des civils, une commission parlementaire fut créée pour investiguer le saccage du pays. Elle fut rapidement dissoute par le président Alfonsín, car ses résultats auraient discrédité sa politique économique, qui avait déjà étatisé la dette privée. Une action en justice, initiée par le journaliste Alejandro Olmos en 1982 permit, 18 années plus tard, à la Cour Suprême de décréter que la dette avait comme origine un mécanisme de dilapidation et de déviation de Fonds, dont ont été responsables le Gouvernement argentin, le Fonds Monétaire International, les banques privées du Nord et la Réserve Fédérale de EE.UU. La sentence (du 13 juillet 2000) révéla que l'Etat avait couvert les dettes de 26 banques avec lesquels le même Etat argentin était endetté, telles que la Citibank, la Deutsche Bank, la Chase Manhattan Bank, la Bank of America, etc. D'après cette sentence "la dette externe (...) avait été maladroitement augmentée à partir de 1976, par une politique économique vulgaire et offensante qui a mis à genoux le pays (...) et qui cherchait, entre autres choses, à favoriser et soutenir des entreprises privées -nationales et étrangères- en portant préjudice à des sociétés et des entreprises de l'Etat qui, par une politique délibérée, s'appauvrirent de jour en jour" (p. 195). La Cour Suprême déclara "illégitime" la dette contractée par le régime de Videla et recommanda au Congrès d'utiliser cette sentence afin de négocier son annulation. Le Congrès ignora la recommandation, car ceux qui le composent profitent aussi du pillage : les capitalistes argentins achètent dans les marchés financiers nord-américains et européens les titres de la dette de leur propre pays avec l'argent qu'ils ont sorti du même pays, et ils reçoivent alors une partie des remboursements.

Le régime de Menem, qui succéda celui d'Alfonsín, précipita une politique généralisée de privatisations, liquidant à des prix dérisoires une grande partie du patrimoine collectif d'entreprises publiques en prétextant son "endettement", un argument ridicule car l'Etat assumait ces dettes avant de les privatiser ! Encore une fois, des milliers de millions de dollars passèrent dans les mains de particuliers (en général nord-américains et espagnols) grâce à une politique de collectivisation de pertes et de privatisation des gains. L'entreprise Meryl Lynch, par exemple, à qui Menem commanda la l'évaluation de YPF, diminua délibérément de 30% son estimation des réserves pétrolières exploitables par YPF afin de sous-estimer sa valeur avant la vente. Ces réserves apparurent de nouveau dans les comptes après la privatisation, provoquant de spectaculaires gains en bourse pour ses nouveaux propriétaires. Selon le journal El País [16 février 2001 et 8 janvier 2002], les bénéfices déclarés par Repsol-YPF pendant l'année 2000 montèrent à \$ 2,1 milliards, dont 45% proviennent de l'Argentine.

Pire encore fut le saccage de la compagnie aérienne d'Argentine (à présent propriété de SEPI, c'est-à-dire d'Iberia) Les Boeing 707 de cette société furent "vendus" pour un dollar (exactement US\$ 1,54), et maintenant la compagnie privatisée doit payer en "leasing" pour les utiliser. Les droits d'utilisation des voies aériennes de la compagnie, d'une valeur de 800 millions de dollars, furent estimés à 60 millions. La société fut cédée à Iberia pour un montant liquide de 130 millions de US\$, le reste était constitué par l'annulation de crédits d'une dette fictive et infâme sans aucun lien avec le peuple argentin. Iberia prit des crédits pour acheter l'entreprise et transforma la totalité de la dette contractée en dette de la nouvelle entité, qui se trouva du coup au bord de la faillite à cause de ses nouveaux acquéreurs, même si l'Etat argentin avait déjà assumé les dettes pour lesquelles la compagnie avait été privatisée.

Repsol et Iberia ne sont pas une exception. Saisies d'enthousiasme néo-colonial, les banques et les multinationales espagnoles ont pris le contrôle des secteurs stratégiques de l'économie argentine. Les banques espagnoles BBVA et BSCH sont propriétaires de la Banque Française et de la Banque du Río de la Plata, respectivement, mais leur pouvoir va beaucoup plus loin, en contrôlant le crédit, elles tiennent un rôle déterminant dans l'économie argentine. Parmi les multinationales espagnoles, celles qui ont le plus de pouvoir en Argentine sont Repsol, Telefónica (qui pour l'année 2000 déclarait des bénéfices de plus de \$2 milliards), Iberia, Aguas de Barcelone (qui possède une partie de Aguas Argentines et Aguas Cordobesas, plusieurs centres médicaux et l'entreprise de bâtiment Acsa), Endesa (EDESUR et Costanera) Dragados et Construcciones (Aguas de Misiones et les entreprises du bâtiment Ausol et Detcasa). Ces entreprises investissent dans les secteurs stratégiques, car dans un contexte de crise la demande et le prix de produits qui ne sont pas absolument indispensables peuvent diminuer. Par contre, il est plus difficile de se passer de produits tels que l'eau, la santé, l'énergie, la communication, le logement et les transports. C'est pourquoi les prix ne tombent pas et il est même possible de les faire grimper. (Comme Repsol a voulu le faire

récemment). Une partie grandissante de la population ne peut plus payer ces produits et ces services pourtant vitaux, mais cette situation fait partie des règles du jeu capitaliste et il y aura toujours des gens prêts à payer. Ceci explique que les cotations en bourse des multinationales espagnoles présentes en Argentine n'ont guère été affectées par la crise. Les cotations des banques sont légèrement tombées, à cause de la dévaluation qu'elles ont contribué à provoquer avec leur transfert massif de fonds vers les paradis fiscaux et les pays occidentaux. Mais en plus de ces petites pertes en bourse, les banques et les multinationales mériteraient de se faire exproprier !

Un quart de siècle après le coup d'Etat militaire et le début de l'ère néo-libérale, le pays est exsangue. 90% des banques et 40% de l'industrie sont aux mains de capitaux internationaux. Le pays est, depuis juillet 1998, dans sa plus grave récession. La santé et l'éducation sont en lambeaux. Le salaire moyen réel équivaut à la moitié de celui de 1974. Le chômage est très élevé. Les services publics sont dans un piètre état, la pauvreté frappe des couches importantes de la population, les caisses de l'Etat sont vides, une grande partie de l'appareil productif est abandonné et le reste est aux mains de capitaux étrangers. Il ne reste pas grand chose à privatiser et tous les flux de capitaux (argentins et étrangers) se dirigent vers l'extérieur.

Les principaux bénéficiaires de l'exploitation qui a mis le pays dans cette situation sont les banques et les multinationales étrangères (spécialement des Etats Unis et d'Espagne, mais la Suisse y a aussi d'importants investissements) et les grandes institutions financières internationales comme le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale qui possèdent plus de 80% de la dette externe argentine. Presque tous les pays du Sud ont souffert d'un traitement semblable et sont aujourd'hui dirigés par le FMI, par les multinationales et par les banques. La Russie et d'autres pays de l'Est, après avoir échangé les bureaucraties inhumaines du marxisme autoritaire pour un capitalisme atroce, suivent le même chemin.

Le néo-libéralisme fut imposé en Argentine par un régime dictatorial fasciste et sans pitié et qui n'a pas hésité à tuer, à torturer et à faire disparaître des dizaines de milliers de personnes pour atteindre son but. Aujourd'hui il est maintenu par un système global centralisé du pouvoir économique, politique et militaire, plus subtil et moins tangible que Pinochet ou Videla, mais également génocide. L'Union Européenne est une partie fondamentale de ce système. Ceux qui portent le plus de responsabilités dans cette politique néo-coloniale sont les ministres de l'économie et des finances et les gouverneurs des banques centrales nationales et européennes.

Par AMP en Asturies. lundi 4 mars 2002.

► Traduit de l'espagnol par Fernando Carvajal.

Post-scriptum :

[1] L'augmentation des prix du pétrole en 1973, provoqua une situation paradoxale et une importante récession en Europe Occidentale et aux Etats Unis. Il y avait un excès d'argent dans les banques, mais à cause de la récession, il n'y avait pas de possibilités d'investissements pour les extraordinaires revenus produits par le pétrole (les pétrodollars). Ce type de situation peut amener à la faillite des banques. En effet, elles ont besoin de prêter plus d'argent qu'elles n'en reçoivent en dépôt, afin de pouvoir payer ainsi les intérêts pour l'argent déposé et faire des bénéfices. Pour cette raison les banques menèrent une politique agressive pour prêter aux pays du Sud, qui accompagnée d'autres facteurs (tels que les coups d'Etat militaires planifiés depuis Washington) ont donné naissance à la crise de la dette externe des pays du Sud.

[2] Selon l'OCDE, la dette externe argentine s'élevait en 1999 à 169 milliards de US\$ (Statistiques de la dette extérieure, OCDE 2001, p.20).

*[3] Cinq jours après l'occupation des îles Malvinas par l'armée argentine et de la déclaration de la guerre contre la Grande Bretagne, Klein fut désigné comme représentant à Buenos Aires de la banque britannique Barclays Bank Limited, l'un des principaux créanciers privés de la dette publique et de la dette privée argentine. Comité de Solidarité avec l'Amérique Latine (COSAL) Mouvement Anti-Globalisation Asturian (MAGA)
Texte publié avec l'aimable autorisation de Lautrinfo*